



## COMMUNIQUÉ UNITAIRE

# POUR L'EMPLOI, AGIR À LA DGFIP !

Les syndicats de la DGFIP considèrent qu'il y a urgence à agir pour stopper immédiatement les suppressions d'emplois et pour revendiquer la création d'emplois de titulaires.

De plus, en cette période de crise, les missions de la DGFIP doivent plus que jamais être renforcées pour répondre aux besoins de la société et assurer un bon fonctionnement de l'Etat.

De même, il est nécessaire d'agir pour inverser la spirale de la dégradation brutale et inquiétante des conditions de vie au travail.

Et en matière de rémunération, la rigueur et l'injustice doivent cesser !

Toutes ces revendications sont détaillées dans la plate-forme revendicative unitaire du 5 janvier 2012.

## JEUDI 2 FÉVRIER 2012, GRÈVE NATIONALE À LA DGFIP

**Courant janvier, toutes les directions vont convoquer les Comités Techniques sur les suppressions d'emplois. Pour 2012, ce sont près de 2500 emplois qui vont encore être détruit. C'est le moment idéal pour nous lancer dans une mobilisation afin d'obtenir l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois.**

D'une part, le fallacieux prétexte de la lutte contre les déficits ne peut plus être utilisé : Un rapport parlementaire (Eckert/Cornut Gentille) affirme que « *le coût des heures supplémentaires pourrait être supérieur aux économies réalisées par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux* ».

D'autre part, les conséquences de 10 ans de suppressions d'emplois sur les conditions et les charges de travail sont de plus en plus insupportables. Sur l'exercice des missions, le résultat de cette politique est désastreux.

Enfin, en cette période de campagne électorale, nous devons réagir vite et fort face aux expressions politiques qui continuent à désigner la DGFIP comme un réservoir d'emplois à supprimer.

## FACE À LA GRAVITÉ DE LA SITUATION, IL FAUT AGIR !

**Les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO-DGFIP, CFTC Finances Publiques et UNSA Finances Publiques appellent les agents à :**

**Se réunir partout pour débattre et porter la plate-forme revendicative unitaire du 5 janvier 2012,**

**Se rassembler et agir collectivement à l'occasion des Comités Techniques Locaux,**

**Se mettre massivement en grève à la DGFIP le jeudi 2 février 2012.**

# Sommet social Un scénario écrit d'avance

La CGT a été reçue avec l'ensemble des organisations syndicales et patronales par le président de la République pour évoquer la situation économique et sociale ce mercredi 18 janvier 2012.

Le Président a expliqué la nécessité d'aller vite sur des mesures conjoncturelles et structurelles pour répondre aux conséquences de la crise.

Le Président est contraint, face à l'augmentation du chômage et de la précarité, d'apparaître volontariste sur la situation de l'emploi dans cette période préélectorale.

Comme cela était prévisible, l'essentiel de la réunion a porté sur un diagnostic contradictoire s'agissant des causes du sous emploi avec les organisations syndicales.

Si la délégation de la CGT\* s'est efforcée de démontrer que les origines de la crise portaient sur un mode de développement donnant la priorité à la valorisation du capital, Nicolas Sarkozy reprend à son compte l'analyse patronale selon laquelle le coût du travail trop élevé est le facteur déterminant de perte de compétitivité des entreprises françaises. La CGT a dénoncé cette campagne de culpabilisation des salariés.

Diverses mesures ou intentions ont été annoncées par le Président en fin de Sommet. Aucune d'entre elles n'est susceptible d'avoir un impact réel sur la situation de l'emploi.

Encore une fois, les employeurs obtiennent immédiatement un nouveau cadeau pour un dispositif zéro charge pour l'embauche d'un jeune dans les petites entreprises.

Une mission a été confiée à Gérard Larcher pour remettre à plat l'ensemble de la formation professionnelle dans deux mois.

S'agissant du chômage partiel dont les modalités devraient être simplifiées, la CGT a exigé – et a priori obtenu – qu'une même entreprise ne puisse alterner des périodes de chômage partiel et des périodes avec des heures supplémentaires défiscalisées.

Quant aux mesures structurelles, TVA sociale ou accord de compétitivité, le chef de l'Etat est resté flou et devrait s'exprimer avant la fin du mois sur ces arbitrages.

L'accord de compétitivité consisterait pour un employeur à négocier un accord collectif autorisant la baisse des salaires ou la révision du temps de travail au nom de la préservation de l'emploi sans que le salarié n'ait plus de recours pour exiger le respect de son contrat de travail.

La tonalité de la réunion et la confrontation des analyses sur la situation confortent l'appréciation de la CGT sur la volonté du pouvoir de faire de la crise un alibi pour une nouvelle offensive s'attaquant aux règles de financement de la protection sociale et à la législation du travail.

La CGT appelle l'ensemble de ses organisations et militants à amplifier la diffusion et arguments de la CGT dans l'intense bataille idéologique actuelle.

Montreuil, le 18 janvier 2012

• Bernard THIBAUT – Mohammed OUSSEDIK – Maurad RABHI

## Calendrier des HMI par circonscription des SIP

19 janvier Châteaulin 15h à 17h

19 janvier Carhaix 15h à 17h

26 janvier Quimperlé 9h30 à 11h30

26 janvier Quimper 11h à 14h salle de Ty nay

30 janvier Brest de 11h à 14h salle du RDC de la rue Duquesne

1er février Brest de 17 à 18 h ( Brest agents berkani)